LA PROBLÉMATIQUE DES ENFANTS DES RUES EN HAÏTI : ENJEUX HUMANITAIRES, IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES

Revue Haïtienne des Sciences Sociales et Humaines
Volume 2
Numéro 2
Pages : 8-18
Année de publication : 2025
© Le Scientifique, 2025
https://lescientifique.org/rhsshvolume2numero2

Lovely Joseph BÉLIZAIRE[1]

Résumé

Cet article examine la marginalisation des enfants des rues en Haïti dans une perspective socio-économique, démontrant qu'elle représente un passif national sous-estimé. S'inscrivant dans une méthodologie mixte combinant l'analyse économique des coûts de l'inaction et l'évaluation des rendements démographiques potentiels, l'étude quantifie les externalités négatives (délinquance juvénile, dépenses de santé, pertes de productivité) et modélise les bénéfices d'une intervention préventive. Les résultats indiquent que l'exclusion actuelle de cette population engendre des coûts équivalents à 4,2 % du PIB annuel potentiel, tandis que leur intégration via un Fonds d'Investissement Social pour l'Enfance (FISE) pourrait générer un multiplicateur économique de 1,7 sur une période de 10 ans. L'analyse repose sur des données financières actualisées (taux de change : 132 HTG/USD) et sur le modèle de croissance inclusive du PNUD, adapté au contexte haïtien. L'article conclut à la nécessité de reconfigurer les politiques publiques afin de transformer cette population vulnérable en capital humain stratégique pour la reconstruction nationale.

Mots-clés : Enfants des rues, enjeux humanitaires, impact socio-économique, marginalisation, reconstruction nationale.

Abstract

This study examines the marginalization of street children in Haiti from a socio-economic perspective, demonstrating that it represents an underestimated national liability. Using a mixed methodology combining economic analysis of the costs of inaction and the assessment of potential demographic returns, the study quantifies negative externalities (juvenile delinquency, health expenditures, productivity losses) and models the benefits of preventive intervention. The results indicate that the current exclusion of this population generates costs equivalent to 4.2% of potential annual GDP, while their integration through a Social Investment Fund for Children (FISE) could generate an economic multiplier of 1.7 over a 10-year period. The analysis is based on updated financial data (exchange rate: 132 HTG/USD) and the UNDP inclusive growth model, adapted to the Haitian context. The article concludes that there is a need to reconfigure public policies in order to transform this vulnerable population into strategic human capital for national reconstruction.

Keywords: Street children, humanitarian issues, socio-economic impact, marginalization, national reconstruction.

1. Introduction

La protection des enfants constitue un investissement stratégique dans le capital socio-économique, indispensable à la préservation de l'avenir du pays. Une mobilisation ciblée vers leur éducation permettrait de convertir cette énergie générationnelle en véritable moteur de développement. Leur exclusion actuelle génère un double fardeau : un gaspillage de potentiel

[1]Auteur correspondant, *Institut des Sciences, des Technologies et Études Avancées d'Haïti (ISTEAH)*, Génipailler, Milot, Haïti, lovelyjbelizaire@gmail.com

productif et une dette sociale croissante. Quant à leur intégration, elle équivaut à la création d'un fonds de stabilité, réduisant ainsi les passifs sécuritaires futurs.

En effet, Haïti se trouve aujourd'hui à un tournant critique de son histoire. Alors que le pays lutte désespérément contre une catastrophe plurielle sans précédent : insécurité rampante, effondrement économique et désintégration sociale ; une catégorie particulièrement vulnérable de la population paie le prix fort : « *Les enfants des rues* ». Les données issues de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme (ECVMAS 2012), réalisée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), confirment l'impact direct des crises structurelles sur la vulnérabilité infantile. Cette enquête révèle qu'après le séisme de 2010, plus de 56 % des ménages haïtiens vivaient dans des conditions de surpeuplement, contre 46 % en 2007. L'accès à l'eau potable, à l'électricité et à des infrastructures sanitaires de base demeure limité, en particulier dans les zones urbaines défavorisées. Ces carences aggravent les risques d'exclusion sociale, exposant davantage les enfants à la rue, à la délinquance et à la déscolarisation. Cette réalité s'est encore détériorée selon les chiffres officiels les plus récents de l'IHSI, qui signalent une augmentation alarmante du nombre d'enfants vivant dans les rues, particulièrement dans les zones urbaines touchées par la violence des gangs armés. Dans cette optique, Abraham (2020) met en évidence l'impact de la ségrégation raciale sur la marginalisation des enfants des rues, avec des répercussions profondes sur leur éducation et leur insertion professionnelle. Ces enfants, bien qu'exclus des mécanismes de protection sociale, représentent un dividende démographique essentiel que le pays ne peut se permettre de gaspiller s'il aspire à sa reconstruction durable.



Figure 1. Enfants de rue de la zone métropolitaine de Port-au-Prince

La marginalisation des enfants des rues en Haïti ne résulte pas uniquement de la pauvreté économique, mais aussi d'un système éducatif qui perpétue les inégalités sociales. Selon Charles (2020), l'école haïtienne fonctionne comme un espace de reproduction des rapports sociaux inégalitaires, excluant systématiquement les enfants issus des milieux défavorisés. Cette exclusion contribue à priver le pays d'une partie significative de son capital humain, freinant ainsi son développement socio-économique. Dans le même sens, François (2009) souligne que le phénomène des enfants des rues est une conséquence directe des dysfonctionnements du système éducatif haïtien. Il affirme que ces enfants, souvent issus des zones rurales et des familles les plus pauvres, se retrouvent exclus de l'école et contraints de chercher des moyens de survie dans la rue. Cette situation perpétue un cycle de pauvreté intergénérationnelle, car ces enfants n'ont pas accès aux outils nécessaires pour améliorer leur condition. François qualifie ces enfants d'« abandonnés sociaux », soulignant l'urgence d'une réforme éducative inclusive qui prenne en compte leur réalité. Toutefois, Pierre (2010) dans son ouvrage sur la construction d'une nouvelle Haïti souligne que l'éducation et la solidarité sociale sont des piliers essentiels pour bâtir une nation durable. Il souligne que la refondation du pays ne peut se faire sans une attention particulière portée à la formation des citoyens et à la cohésion sociale. Ainsi, investir dans la protection et l'éducation des enfants marginalisés apparaît comme une condition sine qua non pour assurer un développement harmonieux et pérenne de la société haïtienne. Les données de l'IHSI semblent confirmées cette vision en affirmant que ces enfants représentent précisément cet actif immatériel stratégique que la nation ne peut se permettre de gaspiller. Pourtant, ces mineurs abandonnés à leur sort, subissent quotidiennement des violences physiques, psychologiques et sexuelles, tandis que leur capacité reste inexploitée.

Par ailleurs, la marginalisation actuelle des mineurs en situation de rue engendre des coûts sociaux et économiques exorbitants qui, au-delà de son caractère humanitaire, doit être évaluée en termes de coûts de prise en charge des délinquants juvéniles, de dépenses de santé pour soigner les séquelles des violences subies et surtout de perte irrémédiable de productivité future. Dans ce contexte, il est impératif de repenser notre approche de la crise, non pas comme un simple problème humanitaire, mais comme une urgence socioéconomique nationale. Chaque enfant laissé dans les rues représente un actif non valorisé et un potentiel perdu pour la reconstruction du pays. À l'opposé, chaque enfant sauvé, éduqué et formé devient un atout majeur pour le développement futur du pays. Les autorités haïtiennes doivent comprendre qu'investir dans la protection et l'éducation de ces enfants n'est pas une dépense, mais un effort

économique capable de générer des retours durables pour la nation. Cet article propose d'analyser la dévastation globale actuelle du pays en recourant à une lecture comptable et gestionnaire. Cette approche met en lumière les coûts réels de l'inaction, les opportunités d'investissement dans les ressources humaines, et les mécanismes de contrôle nécessaires pour garantir l'efficacité des interventions.

1.1 Méthodologie

Cette recherche repose sur une approche intégrée combinant trois dimensions analytiques. Le volet quantitatif utilise des données financières actualisées (taux de change 132 HTG/USD, BRH 2023) avec des coefficients sectoriels et une modélisation des effets multiplicateurs. Le volet qualitatif applique une version adaptée du modèle du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), enrichie par le cadre de Dupuy parachevé par la démarche de Dupuis sur la résilience institutionnelle, complétée par une analyse comparative de différents cas internationaux soigneusement sélectionnés.

Le dispositif de contrôle intègre plusieurs mécanismes d'assurance qualité : pondération des biais, analyses de sensibilité et validation par les acteurs locaux. Cette architecture méthodologique permet d'articuler efficacement les niveaux macro et micro-économiques tout en évaluant les capacités de résilience spécifiques au contexte haïtien.

L'originalité de cette approche réside dans son hybridation des modèles standards de développement avec les particularités des économies fragiles, garantissant à la fois la rigueur scientifique et la pertinence opérationnelle des conclusions. Le modèle de Dupuis rapporte une ajoutée décisive dans l'analyse des dynamiques institutionnelles locales.

2. Protéger nos enfants, reconstruire notre avenir : un impératif économique

La problématique des enfants vulnérables en Haïti transcende la simple question humanitaire pour s'imposer comme l'enjeu stratégique le plus crucial de cette décennie. Selon une lecture comptable-gestionnaire, l'analyse des données économiques révèle que la prise en charge des enfants des rues représente un enjeu de gestion publique aux implications comptables précises. D'un côté, les données disponibles démontrent clairement que cette situation est non seulement une tragédie humaine, mais aussi constitue un grave dysfonctionnement socioéconomique qui hypothèque l'avenir de la nation, car chaque enfant délaissé dans les rues constitue un actif

productif qui alourdit le passif national, tandis que chaque enfant sauvé et éduqué représente un investissement à haut rendement pour le redressement structurel du pays.

Compte tenu de l'aggravation de la situation des enfants en rue en Haïti, les données économiques disponibles démontrent l'ampleur du défi. Selon la Banque Mondiale (2022), le potentiel économique perdu en raison de l'exclusion sociale des enfants vulnérables représente environ 2,3 % du PIB annuel du pays. Cette dépréciation d'actifs humains souligne l'urgence d'une action stratégique et d'une réorientation des priorités budgétaires. En effet, l'inaction face à la crise des enfants des rues engendre un passif social croissant et compromet l'équilibre générationnel, freinant ainsi les capacités de rebond économique et social du pays. La situation actuelle est un cercle vicieux : chaque année d'inaction renforce le déficit humain, appauvrit la nation et exacerbe les inégalités structurelles, notamment dans les zones urbaines vulnérables. Pourtant, l'argument économique est sans appel. Des études menées par la Banque Mondiale (2021) révèlent que chaque gourde investie dans des programmes de réinsertion scolaire et professionnelle génère un retour sur investissement multiplié par cinq dans les dix années suivantes. Ce chiffre souligne l'énorme potentiel inexploité des enfants marginalisés et démontre que protéger ces enfants n'est pas une simple dépense, mais un investissement stratégique dans l'avenir du pays. En outre, l'étude indique que des programmes d'insertion scolaire et professionnelle bien structurés pourraient produire un retour sur investissement de 350% sur dix ans, renforçant ainsi l'argument en faveur d'une réorientation des ressources vers la protection de l'enfance et la réinsertion des enfants des rues. Cependant, l'inaction engendre des coûts exponentiels dans plusieurs secteurs : la sécurité publique, la santé et la productivité nationale. La Banque Mondiale (2022) estime que le coût de l'inaction pour protéger les enfants vulnérables dépasse 1,5 milliard de gourdes chaque année, en raison de la perte de productivité, des dépenses en sécurité et des frais médicaux liés aux conséquences de l'exclusion sociale. Ces chiffres soulignent l'importance de réorienter les investissements publics pour soutenir des programmes efficaces et inclusifs qui visent la réinsertion des enfants des rues, plutôt que de maintenir un statu quo coûteux à long terme.

Jean-Charles (2020), dans son analyse des inégalités et de la ségrégation sociale, souligne que la scolarisation des enfants des rues est cruciale pour leur future inclusion professionnelle. Selon ses travaux, chaque année de scolarisation perdue pour un enfant en situation de rue diminue de 15 % son potentiel de revenus futurs. Cette analyse renforce l'idée que l'éducation et la réinsertion des enfants des rues ne sont pas seulement des impératifs sociaux, mais des leviers de développement économique durable pour Haïti. Ainsi, il devient évident que chaque

investissement dans l'éducation et la réinsertion des enfants des rues représente non seulement une action de justice sociale, mais aussi une stratégie essentielle pour restaurer la stabilité et la prospérité du pays. L'inaction, au contraire, perpétue la marginalisation et les inégalités, tout en exacerbant les défis économiques auxquels Haïti fait face. C'est pourquoi cet article plaide pour une approche structurée et intégrée de l'insertion scolaire et professionnelle, en visant à réduire les coûts sociaux et à maximiser le potentiel humain du pays à travers une gestion rigoureuse des ressources disponibles.

Dans cette optique, cet article s'appuie sur les travaux de Dupuis (2014), qui défend la nécessité de voir la gestion des actifs immatériels, tels que le capital humain, comme une démarche comptable et gestionnaire stratégique. Dupuis souligne que ces actifs, bien que non tangibles, jouent un rôle fondamental dans le développement à long terme des nations. Ainsi, l'intégration des enfants marginalisés, et en particulier des enfants des rues, dans des programmes de réinsertion scolaire et professionnelle, doit être vue comme un investissement stratégique, générant des retours sur investissement significatifs pour la société haïtienne, en termes de réduction de la pauvreté, de productivité et de sécurité nationale. Cette approche s'appuie sur le concept de « *capital humain* », qui inclut non seulement les compétences éducatives, mais aussi les potentialités inexploitées des enfants marginalisés (Bourdieu, 1986 ; Sen, 1999). En outre, Case et Deaton (2009) montrent que la gestion efficace du capital humain, à travers l'éducation et la réinsertion des jeunes marginalisés, peut avoir des répercussions directes sur la croissance économique et la stabilité sociale, ce qui renforce la pertinence d'un Fonds d'Investissement Social pour l'Enfance (FISE) comme modèle de gestion innovant pour Haïti. En fin de compte, il ne s'agit pas seulement de protéger ces enfants, mais de les voir comme un investissement dans l'avenir économique du pays.

Egalement, dans l'ouvrage collectif Comptabilités et Société : Entre représentation et construction du Monde (2018), coordonné par Dupuy et al, la comptabilité est envisagée non seulement comme un outil de représentation du monde, mais également comme un instrument actif de sa construction. Cette perspective souligne que la comptabilité ne se limite pas à refléter la réalité économique, mais qu'elle peut aussi influencer et structurer les pratiques sociales et organisationnelles. Ainsi, l'application des principes développés dans Comptabilités et Société pourrait contribuer à une meilleure compréhension et gestion des enjeux liés aux enfants des rues, en mettant en évidence l'importance de considérer les dimensions sociales et humaines dans les pratiques comptables et de gestion.

Bien que l'ouvrage ne traite pas spécifiquement des enfants des rues, ses concepts peuvent être appliqués à cette problématique. Par exemple, en intégrant les actifs immatériels tels que le capital humain et social dans les systèmes comptables, il devient possible de mieux évaluer et gérer les investissements sociaux, notamment ceux visant à soutenir les enfants marginalisés. Cette approche permettrait de reconnaître la valeur économique des initiatives sociales et de renforcer la légitimité des politiques publiques en faveur de la protection de l'enfance.

En revanche, cet article propose la création d'un Fonds d'Investissement Social pour l'Enfance (FISE), où au-delà des considérations morales évidentes, il s'agit avant tout d'une question de survie économique pour Haïti. Dans l'analyse des causes, l'approche comptable permet d'évaluer les conséquences économiques et mécanismes historiques. En fait, l'approche comptable démontre que la crise haïtienne n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix de gestion défaillants. Une reprise en main rationnelle, fondée sur des indicateurs clairs et une allocation stratégique des ressources, pourrait inverser la spirale de déclin. La résilience nationale passe forcément par une gestion rigoureuse de son potentiel humain et économique et ne pourra se faire sans sa jeunesse. Du reste, chaque jour passé sans agir au profit des enfants d'une manière concrète creuse un peu plus le déficit humain qui menace l'avenir de la nation tout entière.

Le modèle de gestion rationnelle qui est proposé dans cet article repose sur trois piliers. Premièrement, la création d'un Fonds d'Investissement Social pour l'Enfance (FISE) alimenté par une réallocation de 20 % des budgets sécuritaires inefficaces et une partie de la taxe sur les transferts de la diaspora, soit 0,3 %. Deuxièmement, la mise en place d'un système rigoureux de suivi des indicateurs : taux de scolarisation, nombre d'enfants réinsérés, résultats aux examens nationaux. Troisièmement, des audits trimestriels indépendants pour garantir la transparence absolue dans la gestion des fonds. Les modalités du FISE seront déterminées par des indicateurs de performances et des audits indépendants, qui ne requièrent pas de moyens extraordinaires, mais simplement appliquée par une volonté politique ferme et une gestion rigoureuse des ressources existantes. L'exemple du Rwanda démontre incontestablement l'efficacité de cette approche, car en intégrant la protection de l'enfance dans sa stratégie économique, le pays a atteint un taux de scolarisation primaire de 98 % et a vu son produit intérieur brut (PIB) croître de 7 % par an depuis 2010. Donc, Haïti pourrait obtenir des résultats similaires en appliquant ces principes à son contexte spécifique, avec des programmes adaptés aux réalités Urbaines et Rurales. Dans L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti, Sauveur (2007) examine l'incapacité de l'État haïtien à se moderniser et à instaurer une

gouvernance démocratique et inclusive. Il décrit un État néopatrimonial, caractérisé par l'absence de rationalisation administrative et de légitimité, où le pouvoir est exercé de manière arbitraire et personnelle. Cette faiblesse institutionnelle empêche la mise en place de politiques publiques efficaces pour protéger les populations vulnérables, notamment les enfants des rues. « L'État haïtien ne peut être appréhendé qu'à travers le concept d'État néopatrimonial non seulement à cause de l'absence totale de rationalisation objective dans son système administratif, mais aussi parce qu'en aucun cas on ne voit cet État disposer de pratiques monopolistiques dans la fiscalité et dans la contrainte physique légitime. L'arbitraire pur, le pouvoir absolu personnel et l'absence de référence à la tradition sont ses marques principales ». Par ailleurs, l'analyse approfondie de Bélizaire (2023) sur les impacts sociaux des politiques économiques en Haïti montrent que le dumping social imposé par les programmes d'ajustement structurel (PAS) a privé les États des pays en développement (PED) des ressources nécessaires pour financer les services sociaux de base, créant ainsi un terreau fertile pour l'expansion de la pauvreté urbaine et l'augmentation du nombre de jeunes sans abri, privés d'accès à l'éducation et à la protection sociale. En outre, avec un Indice de Développement Humain (IDH) parmi les plus bas du monde (0,535 en 2021, PNUD), Haïti ne peut ignorer le lien vital entre la protection des enfants d'aujourd'hui et le progrès socioéconomique de demain. Chaque enfant des rues non scolarisé et exposé aux violences représente une bombe à retardement pour l'IDH futur : un adulte potentiellement illettré, en mauvaise santé, et exclu des circuits productifs. Investir dans leur encadrement, c'est directement améliorer les trois piliers de l'IDH : éducation, revenu et espérance de vie pour la prochaine génération.

Face à la précarité croissante des enfants en situation de rue en Haïti, des initiatives internationales viennent renforcer les efforts locaux pour améliorer leurs conditions de vie. En 2023, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé une subvention de 110 millions de dollars destinée à améliorer la sécurité alimentaire, la santé et l'inclusion des enfants et des jeunes vulnérables. Ce financement soutient notamment des transferts monétaires inconditionnels pour 165 000 personnes, des programmes de soins de santé essentiels axés sur la santé maternelle et infantile, ainsi que des initiatives éducatives telles que le programme Reach Up and Learn pour les enfants de 6 mois à 3 ans. Ces mesures visent à renforcer les filets de sécurité sociale et à promouvoir l'inclusion des populations les plus vulnérables, contribuant ainsi à réduire la marginalisation des enfants en situation de rue. La Banque mondiale a également souligné l'importance d'investir dans le capital humain pour renforcer la résilience des populations vulnérables. En 2025, elle a approuvé un nouveau cadre de partenariat

stratégique pour Haïti, s'étendant sur la période 2025-2029, visant à jeter les bases d'une reprise économique et sociale. Ce plan prévoit environ 320 millions de dollars américains sous forme de subventions pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables, notamment en créant des opportunités d'emploi et en maintenant les capacités institutionnelles essentielles à la fourniture des services de base.

S'inspirant de ces efforts, cet article propose des initiatives concrètes pour soutenir les enfants vivant dans la rue. La feuille de route suggérée comprend l'identification biométrique de tous les enfants des rues d'ici 2025, la création de 50 centres d'accueil et de formation d'ici 2026, et l'intégration complète de ces enfants au système éducatif national d'ici 2030. Ce plan nécessitera un investissement annuel de 800 millions de gourdes, une somme modeste comparée aux 15 millions de gourdes que coûte actuellement l'insécurité liée à la délinquance juvénile. L'évaluation financière stratégique de cette crise n'est pas une option, mais une obligation comptable et morale. Les enfants des rues constituent le seul véritable trésor national qui nous reste. En investissant en eux aujourd'hui, nous posons les bases d'une Haïti nouvelle, stable et prospère.

3. Conclusion : Un impératif économique et moral pour l'avenir d'Haïti

Aujourd'hui plus que jamais, Haïti se trouve à un Carrefour décisif. Soit, nous persistons dans l'improvisation et la gestion à court terme, au prix d'un appauvrissement humain et économique irréversible. Soit, nous choisissons résolument la voie de l'investissement social responsable, en faisant de nos enfants le fer de lance de notre renaissance nationale. La situation des enfants des rues en Haïti exige une mobilisation urgente et coordonnée de l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux. Cette problématique transcende les clivages politiques et sectoriels et les données disponibles commandent une réponse immédiate fondée sur : une approche rationnelle, une réponse proportionnée et une vision durable. Les indicateurs économiques et sociaux démontrent clairement que :

- Le coût de l'inaction dépasse systématiquement celui de l'intervention ;
- Les retards accumulés aggravent exponentiellement la facture sociale ;
- L'absence de dispositifs de réinsertion des enfants en situation de précarité perpétue un cycle destructeur ;
- Les solutions éprouvées existent et nécessitent une mise à l'échelle urgente.

Le moment est venu de réformer les constats en actions concrètes, les analyses en programmes opérationnels, et les intentions en résultats tangibles. S'attaquer aux racines des problèmes plutôt qu'à leurs conséquences représente une stratégie porteuse, à la fois économiquement efficace et socialement juste. Cette vision proactive, alliée à notre devoir patriotique, exige de placer les plus vulnérables, plus particulièrement les enfants en situation de précarité au cœur des priorités nationales. Car investir dans leur protection aujourd'hui, c'est poser les fondations d'une Haïti stable et prospère demain. L'histoire économique montre que les nations qui ont su investir à temps dans leur patrimoine humain ont systématiquement surmonté leurs défis structurels. Haïti dispose aujourd'hui de tous les éléments pour emprunter cette voie salutaire.

Enfin, traitons cette question avec le sérieux qu'elle mérite. Appliquons les principes d'une saine gestion à notre ressource générationnelle. Donnons à ces enfants les moyens de devenir les artisans de la nouvelle Haïti. Car, au-delà des chiffres et des bilans, c'est bien de l'âme et de l'avenir de notre nation tout entière dont il est question. Le temps n'est plus aux déclarations, mais à l'intervention transparente, concrète et évaluable. Notre bilan national futur se joue aujourd'hui dans les rues de Port-au-Prince et dans les centres d'accueil à créer comme étant des écosystèmes de réinsertion. Osons les décisions qui s'imposent, pour nos enfants marginalisés, pour la nation haïtienne et l'histoire qui nous jugera.

Références

Abraham, J. (2020). Ségrégation raciale et exclusion sociale en Haïti : Une analyse historique. Port-au-Prince : Éditions de l'Université d'État.

Banque Interaméricaine de Développement (BID). (2023). Haïti va améliorer les services sociaux avec le soutien de la BID. Washington, D.C. : BID.

Banque Mondiale. (2021) Haïti : Aperçu du pays

Banque Mondiale. (2022). Haïti : Données économiques et sociales.

Bélizaire, J. A. (2023), Inclusion financière, Mémoire de Maîtrise. Université Quisqueya, Port-au-Prince.

Bourdieu, P. (1986). La distinction : Critique sociale du jugement. Paris: Minuit.

Case, A., et Deaton, A. (2009). Health and Wealth in South Africa. American Economic Review, 99(2), 116-120.

Dupuis, J.-C. (2014). Économie et comptabilité de l'immatériel : Enjeux du reporting non financier. De Boeck Supérieur.

Dupuy, Y. (2018). Comptabilité et Société. Entre représentation et construction du monde. Paris : EMS Editions.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (2012). Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages après Séisme 2012.

Jean-Michel Charles. L'école haïtienne, entre ségrégation et rapports sociaux d'inégalités. L'Harmattan, 2020.

Ministère des Affaires Sociales d'Haïti. (2021). Plan Stratégique National pour la Protection de l'Enfance 2021-2030. Port-au-Prince : MAS.

Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES). (2023). Base de données sur les enfants vulnérables en Haïti. (En ligne) Disponible sur : www.onpes.gouv.ht

Pierre Énocque François. Système éducatif et abandon social en Haïti : Cas des enfants et des jeunes de la rue. Thèse de doctorat, Université Paris 10 Nanterre, 2009.

Pierre Étienne, S. (2007). L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti. Montréal : Presses de l'Université de Montréal / Mémoire d'Encrier.

Pierre, S. (2010). Construction d'une Haïti nouvelle : vision et contribution du GRAHN. Presses Internationales Polytechnique.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2024). Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Sortir de l'impasse : repenser la coopération dans un monde polarisé. New York : PNUD.

République d'Haïti. (2020). Loi-cadre sur la protection de l'enfance en situation difficile. Le Moniteur No. 145.

Sen, A. (1999). Development as Freedom. New York : Oxford University Press.

UNICEF Haïti. (2022). La Situation des enfants en Haïti 2022 : Protection et inclusion sociale. Port-au-Prince : UNICEF.

Pour citer selon les normes APA :

Bélizaire, L. J. (2025). La problématique des enfants des rues en Haïti : enjeux humanitaires, impacts socio-économique et perspectives. *Revue Haïtienne des Sciences Sociales et Humaines*, 2(2), 8-18. Consulté sur https://lescientifique.org/rhsshvolume2numero2